



Municipales 2026 : l'heure de vérité va bientôt sonner pour les listes citoyennes et participatives

Jacques Trentesaux

Soyez le premier à réagir

© Jacques Trentesaux

Les 7^{èmes} Rencontres nationales d'Actions communes ont réuni 400 personnes, à Poitiers, du 21 au 24 août. Ces citoyens, certains primo-élus, d'autres candidats novices, se rejoignent tous sur un même désir d'initier un autre rapport au pouvoir et d'inventer de nouvelles manières de gouverner, au moins localement. Une bonne partie de ceux ayant fait le déplacement dans la Vienne s'apprêtent à se lancer dans la campagne des municipales 2026, en dehors des partis. Un défi de taille, qui ne va pas sans poser de questions.

Y aller ou pas ? Lancer une liste citoyenne, ou donner la priorité à l'union de la gauche pour battre la droite et conjurer la menace de l'extrême droite ? Parmi les 400 personnes réunies du 21 au 24 août dernier à Poitiers, à l'occasion des 7^{èmes} Rencontres nationales d'Actions communes, les hésitations étaient nombreuses. En cette fin d'été, l'association d'appui aux listes citoyennes et participatives (LCP) a recensé 200 collectifs ayant officiellement constitué leurs listes en vue des prochaines élections municipales. L'espoir de ses dirigeants est d'atteindre le cap des 1 000 listes d'ici mars 2026. Bien moins que les 3 500 un temps fantasmées, mais légèrement plus tout de même que les 700 LCP s'étant présentées en 2020.

Pour le mouvement municipaliste, dont l'ambition consiste à rénover la démocratie locale par une pratique différenciée du pouvoir, l'automne sonnera comme l'heure de vérité. Les membres d'Actions communes font aujourd'hui face à une logique partisane exacerbée, sur le terrain, en l'absence de majorité absolue à l'Assemblée nationale et dans un contexte de macronisme finissant. A un an à peine de l'élection présidentielle, les prochaines municipales représentent un enjeu crucial pour les différents partis. A l'inverse de 2020, le Rassemblement national (RN) et La France insoumise (LFI) en ont aussi fait un objectif stratégique. Dès lors, comment résister et imposer ses pratiques à l'opposé du fonctionnement pyramidal habituel des principales organisations politiques, partis de gauche compris ?

Dans les grandes villes, tiraillements entre idées et méthodes

La pression s'avère particulièrement forte dans les grandes villes. « On nous accuse de jouer la division de la gauche si nous persévérons dans l'envie de lancer une liste citoyenne, indique une membre du collectif citoyen de Carcassonne (11,95 % des voix en 2020), qui dit craindre « les coups de couteau dans le dos ». A Angoulême, c'est au contraire la bagarre entre partis politiques qui a suscité le « déclic pour partir sans eux », indique Frédérique Cauvin-Doumic, qui travaille depuis près d'un an à l'émergence d'une LCP au sein d'un groupe d'une cinquantaine de personnes.

Dans les allées boisées du splendide parc de Blossac, les citoyens – élus ou non - échangent avec passion, dans une ambiance décontractée. De-ci delà, de petits groupes suivent des ateliers sur le municipalisme, la difficulté à conjuguer action et réflexion, les façons de fonctionner collégialement en interne, la gouvernance partagée, la répartition des délégations ou les stratégies pour peser au sein de l'intercommunalité, dans lesquels les post-it multicolores fleurissent.

Ceux consacrés à « Comment gérer les partis ? » et « Préparer le second tour », qui relaient les retours d'expérience des LCP victorieuses en 2020 – soit 66 en France, pour la plupart à la suite d'une fusion de second tour –, sont suivis avec attention. Négocier des postes ou des places éligibles, lorsqu'on dénonce les professionnels de la politique, n'est-ce pas en quelque sorte perdre son âme ?

Des candidats et élus prêts à assumer le rapport de forces

« Le point dur, c'est notre méthode et la gouvernance participative que nous défendons, analyse Martin Noblecourt, 1^{er} adjoint à Chambéry. Faut-il céder sur ce qui constitue le cœur notre identité ? Mon idéal serait de partir séparément... s'il n'y a pas cinquante listes de gauche en compétition. » « Il ne faut pas exclure le rapport de force pour imposer nos fondamentaux quitte à sortir de notre posture habituelle », conseille Jonas Georges, du mouvement Archipel Citoyen de Toulouse, qui a recueilli 48,01 % des voix lors du second tour en 2020.

La naïveté souvent raillée des LCP n'est plus de mise. « A nous de poser nos conditions, assène l'adjointe Julie Reynard, chargée des négociations entre partis pour la liste citoyenne de Poitiers. Idéalement, il ne faudrait pas d'accord. » Avant l'été, les négociations avec LFI ont été brutalement interrompues. « On y passait beaucoup trop de temps au détriment du travail de terrain, poursuit l'élue poitevine, préférant travailler aux côtés de Léonore Moncond'huy sur l'enjeu de la représentativité dans la composition de la future liste, un chantier « beaucoup plus important que de négocier avec des partis », souligne-t-elle opportunément.

Lutter contre la résignation démocratique

Dans les plus petites communes, le jeu partisan perturbe moins les choses. Là, c'est plus le combat contre la résignation démocratique qu'il convient de mener. Avec quels outils ? Les participants se gorgent d'idées nouvelles et de conseils pratiques. Comment pratiquer efficacement le porte-à-porte ? Quelle organisation mettre en place pour répartir au mieux la charge de travail sans perdre la cohésion du collectif ? Comment agréger les nouvelles bonnes volontés qui arrivent au fil de l'eau ? Exclure les importuns qui monopolisent la parole ? Choisir sa future tête de liste ?...

Les retours d'expérience, consignés voici quelques mois dans la somme « Prendre le pouvoir pour le partager » de Fréquence commune, montre toute la difficulté de l'exercice. Pour la première fois, les LCP peuvent dresser un bilan de leurs expérimentations démocratiques. Et sous-peser la force des habitudes... « Le mode participatif a suscité des réserves, reconnaît Myriam Devingt, adjointe à Auray (Morbihan). De la part des agents pour qui cela demande plus de travail, mais aussi de la population persuadée qu'il y avait entourloupe. » Philippe Martin, adjoint à Mûrs-Erigné (Maine-et-Loire), complète : « Nous avons ouvert des commissions aux habitants mais il n'y a pas eu de ruée. La participation citoyenne ne se décrète pas. Instaurer une culture de la démocratie nécessite beaucoup de temps. »

Démocratiser la vie locale, au sein ou hors des mairies

Ainsi, s'engager dans l'aventure d'une LCP, c'est lutter contre des vents contraires. Et frôler parfois l'épuisement, à force d'assumer une charge municipale nouvelle ou de tenter de mobiliser la population, ne cachait pas auprès du Courrier des maires la maire de Plessé (Loire-Atlantique), Aurélie Mezière. « Les répercussions sur la vie privée des élu.e.s peuvent être redoutables », raconte Elisabeth Dau. La directrice d'études de Fréquence Commune évoque le cas de ces élus auto-entrepreneurs qui ont fait faillite ou de ces couples qui mettent entre parenthèse leur projet d'enfant le temps du mandat.

L'épreuve du pouvoir des municipalités conquises par les premières listes citoyennes incite les aspirants candidats à plus de pragmatisme et de modestie dans la conquête du pouvoir. Plus question de partir d'une feuille blanche ; il convient de faire réseau et s'appuyer davantage sur le tissu associatif, économique ou syndical existant (MJC, etc) pour conforter les réalisations municipales. L'adage municipaliste « Un pied dedans, mille pieds dehors » s'avère plus que jamais d'actualité, si l'on songe à l'atelier intitulé « Défendre la démocratie sans monter de liste » organisé à Poitiers. L'illustration que le gain électoral ne doit pas forcément constituer le but ultime des militants.

Maturité croissante et progrès indéniables

Quoi qu'il en soit, cette prise de conscience des difficultés rencontrées par les LCP victorieuses ne semble pas saper la détermination des participants. L'association Actions communes avait mesuré que 50 % des listes citoyennes en lice en 2020 étaient nées d'une lutte locale (contre un contournement routier, l'ouverture d'un supermarché...). La volonté de buter du pouvoir un « maire-monarque » nourrit aussi les motivations d'autres collectifs. La montée inexorable de l'extrême droite incite de nouveaux profils de citoyens à s'engager. La démocratie directe et l'éducation populaire, à la base de la démarche des LCP, sont vues comme autant de remèdes efficaces pour juguler la désespérance et le sentiment d'abandon par l'État qui nourrissent le vote extrême.

Si le scrutin municipal de 2026 ne devrait finalement pas connaître un raz-de-marée de LCP, les dirigeants d'Actions Communes pronostiquent une augmentation de la taille moyenne des villes concernées (ndlr, elle était de 3 500 habitants en 2020). Le signe d'une maturité croissante du mouvement municipaliste. Autre indice convergent : toutes les LCP victorieuses en 2020 comptent rempiler même si les équipes seront profondément renouvelées. Devant un public conquis, Aurélie Mézière n'hésite pas à galvaniser l'auditoire : « Allez-y ! Innovez ! Mettez vous des étoiles plein les yeux ! Au pire, vous perdrez. » Message reçu 5 sur 5 par les participants.

Mille nuances de municipalisme

Avec 700 LCP candidates en 2020 et 66 listes victorieuses, le mouvement municipaliste demeure assez marginal

en France. Il est aussi disparate, car traversé par des sensibilités multiples. Il s'agit majoritairement d'un mouvement de réappropriation collective des institutions locales guidé par le souhait de mieux partager le pouvoir concentré entre les mains des maires et présidents d'intercommunalités, pour ne pas dire confisqué par des professionnels de la politique. On parle alors de « citoyennisme ». Ce courant vise avant tout à démocratiser les pratiques. Il ne remet pas foncièrement en cause le fonctionnement de l'Etat , comme le fait le courant anarcho-libertaire, théorisé notamment par l'américain Murray Bookchin. Selon celui-ci, la prise de pouvoir local doit aboutir à l'émergence de cités libres et autogérées à même de transformer la société par le bas . Le mouvement des communs, qui anime un certain nombre de collectifs et LCP françaises, se situe pour sa part dans un entre-deux. Il s'agit, dans ce cas-ci, de se réappropriier l'eau, l'énergie, l'alimentation, les terres arables ou les forêts afin de les sortir du système marchand classique. Une approche qui, partant de combats locaux circonscrits, peut aboutir là aussi à une visée transformatrice globale de la société, sans que cela ne soit forcément le but affiché initialement.